

L'agriculture en ville, une passion qui est souvent un défi



Ce week-end, les fermes urbaines bruxelloises ouvrent leurs portes au public. Elles séduisent les consommateurs mais ont toujours des difficultés à trouver des terrains sur lesquels s'installer à long terme.

TÉMOIGNAGES

FREDÉRIC DELEPIERRE

Dans le champ, les rhubarbes commencent à se dresser fièrement tandis que les laitues sortent timidement de terre. Un peu plus loin, sous une serre, les fanes de fenouil prennent un peu d'épaisseur. Et depuis quelques jours, ce sont les tomates, poivrons et autres carottes qui sont plantés. La saison ne fait que commencer. Au champ du Zinnepot, au fil des mois, ce ne sont pas moins de 50 variétés de légumes qui sont produits sans pesticides, selon les préceptes de l'agroécologie. Le tout, à Haren, en Région bruxelloise, sous les avions qui ne cessent de décoller et atterrir, et entre un axe routier et une ligne de chemin de fer. De l'agriculture urbaine, par certains côtés si proches et par d'autres si lointaine de l'agriculture à la campagne. Pour la faire connaître un peu mieux au grand public, Armel Mebelec ouvre les portes de son exploitation durant tout le week-end à l'occasion des 48 heures de l'agriculture urbaine.

« Voici deux ans, j'ai décidé de changer de carrière », explique ce Breton installé à Bruxelles depuis dix ans. « J'ai attrapé le virus en suivant une formation en maraîchage urbain à l'EFPP, à Uccle. Dans ma famille, il y a un historique avec l'agriculture et je ressentais le besoin de travailler en extérieur dans la nature. Le bureau, ce n'était pas pour moi. Mais comme ma compagnie ne voulait pas vivre à la campagne, j'ai opté pour la solution de l'agriculture urbaine. Avec la grande difficulté de trouver un terrain. »

Son terrain, le maraîcher l'a finalement trouvé à Haren. Mais impossible pour lui de faire de grands projets. Il ne dispose d'aucun bail, uniquement d'un accord verbal avec la SLRB, la Société de logement de la Région de Bruxelles-Capitale. Si elle décide d'affecter le terrain à une autre occupation ou si elle décide d'y construire quelque chose, Armel se verra contraint d'abandonner son projet qui commence à rencontrer son petit succès dans le quartier.

Créer du lien

« Je n'en vis pas encore car j'entame seulement ma deuxième saison », détaille le maraîcher. « J'ai décidé d'opter pour l'autocueillette sous forme d'abonnement. Les mangeurs paient à l'année, ce qui me permet de planter ce qui est nécessaire et d'éviter le gaspillage. Pour dix euros par semaine, une famille dispose d'un panier de légumes. Pour l'instant, j'ai trente abonnés et mon objectif est d'atteindre les septante. C'est une formule qui permet de créer du lien et qui responsabilise. »

Même si elle a du mal à se stabiliser, en Région bruxelloise, avec ses 54 projets professionnels, l'agriculture urbaine occupe 48 hectares de surface agricole utile, soit 0,3 % du territoire bruxellois, en incluant les fermes d'animation. En 2022, les chiffres disponibles les plus récents montraient que les fermes bruxelloises ont produit 470 tonnes de nourriture sur une année, soit 0,3 % de la nourriture consommée.

Bruxellois pur jus, Alexandre Lefebvre est bio ingénieur de formation. Mais pas de ceux qui se forment aux grandes cultures. Lui, dès 2012 lors de ses études à Gembloux Agro-Bio-Tech, il s'est orienté vers l'horticulture et l'agriculture urbaine. Il se retrouve aujourd'hui aux commandes de la ferme pédagogique du parc Maximilien. Après avoir été conseiller durant plusieurs années, Alexandre est désormais apicul-

La plus grosse satisfaction des agriculteurs urbains, c'est qu'ils réussissent à attirer et à convaincre les consommateurs d'oublier un peu les supermarchés. © DOMINIQUE DUCHESNES.

teur et producteur de houblon pour des brasseries bruxelloises. Il dispense aussi des formations.

« A côté de l'agriculture professionnelle, on pratique de la réinsertion professionnelle qui a énormément d'intérêt », développe-t-il. « Et alors que trouver des terres est souvent très difficile, la ferme du parc Maximilien profite d'une aubaine. On a pu reprendre presque gratuitement les serres qui servaient à produire des plantes pour fleurir les ronds-points de la ville de Bruxelles. Le service des espaces verts est passé à des méthodes plus écologiques. Il utilise des plantes pluriannuelles alors qu'il replantait parfois jusqu'à cinq fois au même endroit auparavant. Il a donc besoin de moins d'espace de serres. On a pu se lancer en maraîchage professionnel dans un espace qui est presque gratuit. »

Une aubaine pour Alexandre Lefebvre, qui ne peut que renchérir sur les difficultés que rencontrent les 54 projets d'agriculture professionnelle bruxellois pour s'installer de façon pérenne. « Souvent », regrette le bio ingénieur, « on se retrouve dans des espaces qui font l'objet de spéculation. C'est assez précaire. On nous dit, "oui, pour le moment, allez-y" et ensuite, tous les ans, c'est remis en question. En fait, je pense que 98 % des projets professionnels à Bruxelles sont dans ce cas-là. »

Des sols pollués, mais pas trop

Cette agriculture urbaine, Natacha Delaveux s'y investit depuis plusieurs années. « Je suis formatrice en maraîchage au sein de la ferme urbaine de l'association Le début des haricots, qui regroupe plein de projets différents

et dans laquelle on retrouve de l'agriculture citoyenne et de l'agriculture professionnelle », explique celle qui travaille notamment avec des personnes en insertion socioprofessionnelle.

Cette agriculture, si elle séduit, doit faire face à un autre problème de taille : la pollution des sols. « Dans notre ferme, on a été confrontés à des contaminations des sols au cadmium », confirme Natacha Delaveux. « Mais heureusement, on ne dépassait pas les seuils. Quand on arrive sur un terrain, on doit le faire analyser. Ensuite, on doit également faire analyser nos légumes. Mais il faut se rendre à l'évidence, il n'existe pas une parcelle en ville qui ne soit pas contaminée. Or, il faut quand même continuer à pouvoir manger et continuer à vivre dans l'environnement dans lequel on évolue. Au sein de la ferme, on travaille de la façon la plus respectueuse possible de l'environnement, mais on doit faire avec les sols contaminés par nos ancêtres. On ne peut rien y faire. »

Une conclusion que ne partage pas totalement Alexandre Lefebvre. « Une interdiction d'usage des pesticides est entrée en vigueur à Bruxelles », rappelle-t-il. « Elle porte ses fruits, puisque paradoxalement, je produis du miel qui est moins pollué en ville que celui de la campagne. C'est complètement fou. Par ailleurs, quand on apporte régulièrement de la matière organique et du compost, on recrée un sol vivant totalement propre à la consommation. Sur-tout lorsque l'on sait que les plantes vont chercher leurs nutriments dans les premières dizaines de centimètres du sol. Et comme le disait Natacha, on est heureusement le plus souvent en dessous des seuils de pollution... »

Ce qui semble convaincre les mangeurs. Car c'est là, la plus grosse satisfaction des agriculteurs urbains. Ils réussissent à attirer et à convaincre les consommateurs d'oublier un peu les supermarchés pour venir acheter des fruits et légumes produits localement. Ils seront peut-être encore plus nombreux après les deux journées portes ouvertes.

54

C'est le nombre de projets d'agriculture urbaine professionnelle à Bruxelles en 2026. Ils comprennent : 22 maraîchages, 3 tisaneries/aromates, 3 élevages (2 de moutons, 1 de poules) ; 4 productions de fleurs ; 9 fermes pédagogiques ; 2 houblonnières, 1 production de miel, 1 production de petits fruits, 3 pépinières, 1 cressonnière, 8 autres (micropousses, aquaponie, champignons, miel, cresson, petits fruits, insectes).

470

C'est le nombre de tonnes de nourriture produites en 2022 (dernières données disponibles) par l'agriculture urbaine à Bruxelles.

48

C'est le nombre d'hectares de surface agricole utile occupés par des fermes urbaines à Bruxelles. Ça représente 0,3 % du territoire bruxellois, en incluant les fermes d'animation.

415.000

C'est le montant en euros consacré tous les ans par les autorités bruxelloises à l'agriculture urbaine. Mais, faute de gouvernement, ce montant n'a pas été alloué ces deux dernières années. Les fermes n'ont donc rien touché comme aides. Selon Gaëtane Charlier, coordinatrice de la fédération de l'agriculture urbaine bruxelloise, « seuls 25 % des 415.000 euros vont directement à l'agriculture urbaine. Le reste sert à financer des choses, comme des contrôles d'hygiène alimentaire ou la distribution de l'Horeca, etc. ».

VIDÉO



Qu'est-ce que l'agriculture urbaine à Bruxelles ? A découvrir sur notre site web et sur notre application.